

Les subsides

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Il est significatif, monsieur le Président, que le Parlement ait dû attendre une motion de l'opposition pour débattre une question que le gouvernement a qualifiée d'initiative économique des plus importantes à l'échelle internationale lorsqu'il l'a présentée il y a au delà d'un an. Le gouvernement a malheureusement pour grand principe de garder le silence et de laisser les gens dans le noir. Le premier ministre (M. Mulroney) a sans doute mangé trop de champignons dans sa jeunesse et cette culture l'a marqué. Il aime ce qui se trame dans le noir et nécessite beaucoup de fumier. Voilà ce qui est embêtant dans le débat d'aujourd'hui.

Nous parviendrons peut-être à sortir de la confusion, à faire la lumière sur les nombreuses contradictions et à percer le camouflage qu'on s'est employé à entretenir sur cette affaire du libre-échange. Tout cela n'a servi qu'à masquer aux yeux de nombreux Canadiens les objectifs du gouvernement et les conséquences de cette initiative. En guise de débat, il faudrait se contenter des quolibets que lance le premier ministre. En effet, on utilise cette tactique à défaut d'arguments. On n'a pas présenté au Parlement de mandats précis qui puissent servir de paramètres à nos négociateurs. Nous n'avons assisté qu'à une suite incroyable d'échanges ironiques et contradictoires entre les ministres et les parties à la négociation. Si bien qu'en essayant de suivre ce qui se passe, nous sommes de moins en moins renseignés.

Cette méthode passive et tortueuse nous place maintenant sur la défensive en matière commerciale, ainsi que l'a admis le ministre du Commerce extérieur (M. Kelleher). On nous a mis en situation où il nous faut réagir et non pas agir. Nulle part est-ce aussi évident que dans le secteur du bois d'oeuvre.

Il y a trois ou quatre semaines, un débat intéressant a eu lieu au comité des finances du Sénat des États-Unis relativement à l'adoption d'une approche rapide. À une heure tardive, après des concessions de dernière minute, le premier ministre a descendu le grand escalier de l'édifice Langevin, un peu comme une apparition datant de l'époque de Marie-Antoinette, pour annoncer qu'on avait remporté une grande victoire. Il a affirmé qu'aucune condition préalable n'avait été fixée et qu'aucune restriction ne serait imposée. Cependant, quand on y regarde de près, on constate que M. Reagan avait promis au comité des finances une lettre leur assurant de tenir compte à leur satisfaction de leurs préoccupations concernant l'industrie du bois d'oeuvre dans leurs circonscriptions.

Le lendemain, nous avons posé quelques questions au premier ministre lequel, à sa manière habituelle, a déclaré sur un ton solennel: «Oh non, il n'y a pas à s'inquiéter. Tout s'est bien passé et il n'y a pas eu de problème.» Nous avons maintenant une copie de la lettre que M. Reagan a écrite aux sénateurs. Non seulement cette lettre reprend les propos exprimés par le parrain de la motion, mais M. Reagan affirme même vouloir que le problème soit réglé avant de recommander au comité des finances d'entreprendre des négociations générales. Il affirme que le

bois d'oeuvre et d'autres questions litigieuses feront l'objet de négociations distinctes. La chose a été confirmée hier soir lors d'une réunion du comité des affaires extérieures quand le négociateur en chef, M. Ritchie, a dit qu'il y aurait des négociations séparées. Cela contredit totalement ce que le premier ministre a affirmé il y a trois ou quatre semaines. Encore une fois, nous sommes incapables d'ajouter foi aux paroles du premier ministre parce qu'elles ne sont valables que 24 heures.

Nous nous retrouvons dans la situation paradoxale, où le gouvernement entreprend des négociations globales sur le libre-échange pendant qu'il négocie d'autres questions avec les Américains. Ceux-ci réclament d'autres droits tarifaires, d'autres contrôles et d'autres restrictions au libre-échange. Pourtant le gouvernement nous répète que la réponse à notre problème ce sont des négociations globales, sauf en ce qui concerne des domaines précis indiqués par le gouvernement des États-Unis. Ce sont les produits pharmaceutiques, la propriété intellectuelle et le bois d'oeuvre. Dans ces domaines-là, ils veulent des pourparlers distincts visant à restreindre les échanges. Ils s'apprêtent à hausser les barrières, non à les baisser. Hier, le ministre a affirmé à la Chambre que c'était justement pour cela que nous avions entamé des négociations globales. Bon nombre de ces domaines litigieux ne seront pas compris dans le libre-échange. Selon le président Reagan, ils feront l'objet de négociations séparées qui devront aboutir avant qu'il ne recommande la signature d'une entente globale.

Dieu seul sait ce qui se trame! Par quelle sorte de circonvolutions intellectuelles le gouvernement passe-t-il pour en arriver à se persuader qu'il résoudra le problème du bois d'oeuvre dans le cadre de négociations globales alors qu'il accepte, par la bouche de son envoyé, d'en faire l'objet de négociations séparées? On a peine à croire que des adultes, assumant d'importantes responsabilités au gouvernement, se leurrent au point de croire qu'ils ont trouvé une solution quelconque alors qu'ils ont créé un problème plus grave encore.

Pour nous, le débat actuel n'a qu'un seul et unique objet: connaître la position du gouvernement. Sommes-nous revenus au point de départ comme l'a dit le premier ministre? Au point où il n'y a ni conditions préalables ni négociations séparées, mais où tout est négociable dans le cadre de ces négociations bilatérales? Ou bien faut-il croire le président Reagan lorsqu'il dit qu'il commencera par des négociations séparées pour obtenir un accord distinct avant de recommander quoi que ce soit au comité?

Il paraît que notre premier ministre et le président Reagan sont de bons amis. Ils auraient même une ligne téléphonique commune pour se souhaiter bonne nuit et bonjour tous les jours de la semaine. Il me semble alors qu'ils pourraient s'entendre au moins pour avoir aussi une politique commune. S'ils n'y sont pas parvenus, et je crains que tel ne soit le cas, alors nous avons déjà accédé aux requêtes américaines pour la tenue de discussions distinctes.